Nº 36-28-0001 au catalogue
ISSN 2563-8963

Rapports économiques et sociaux

Comprendre les facteurs qui façonnent les pratiques et les comportements des ménages en matière d'environnement au Canada

par Allison Leanage, Samuel MacIsaac, Max Stick et Gordon Dewis

Date de diffusion : le 23 septembre 2026

Statistique Canada
Statistics Canada

Canada

Comment obtenir d'autres renseignements

Pour toute demande de renseignements au sujet de ce produit ou sur l'ensemble des données et des services de Statistique Canada, visiter notre site Web à www.statcan.gc.ca.

Vous pouvez également communiquer avec nous par :

Courriel à infostats@statcan.gc.ca

Téléphone entre 8 h 30 et 16 h 30 du lundi au vendredi aux numéros suivants :

- Service de renseignements statistiques 1-800-263-1136
- Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants 1-800-363-7629
- Télécopieur 1-514-283-9350

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle que les employés observent. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1-800-263-1136. Les normes de service sont aussi publiées sur le site www.statcan.gc.ca sous « Contactez-nous » > « Normes de service à la clientèle ».

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population du Canada, les entreprises, les administrations et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques exactes et actuelles.

Publication autorisée par la ministre responsable de Statistique Canada

© Sa Majesté le Roi du chef du Canada, représenté par la ministre de l'Industrie, 2026

L'utilisation de la présente publication est assujettie aux modalités de l'entente de licence ouverte de Statistique Canada.

Une version HTML est aussi disponible.

This publication is also available in English.

Comprendre les facteurs qui façonnent les pratiques et les comportements des ménages en matière d'environnement au Canada

par Allison Leanage, Samuel MacIsaac, Max Stick et Gordon Dewis

DOI : https://doi.org/10.25318/36280001202600900005-fra

Comme le Canada a adopté le Programme de développement durable à l'horizon 2030 de l'Organisation des Nations Unies (ONU), la réduction des dommages à l'environnement a été reconnue comme une priorité nationale clé (voir gouvernement du Canada [2023] et ONU [s.d.] pour obtenir de plus amples renseignements sur les objectifs de développement durable). Des recherches antérieures ont montré que les personnes ayant un niveau de scolarité et un revenu plus élevés étaient plus susceptibles d'adopter des pratiques et des comportements favorables à l'environnement (Mustapha, 2013). Les pratiques et les comportements en matière d'environnement varient également selon les caractéristiques du logement, comme le type de logement (p. ex. les ménages habitant dans des logements individuels peuvent faire preuve d'une plus grande intendance environnementale) et l'accession à la propriété (Canuel et coll., 2014; Huddart-Kennedy et coll., 2009). Cependant, peu d'études ont examiné la manière dont les facteurs sociodémographiques, les caractéristiques du logement et le contexte géographique influent conjointement sur les pratiques environnementales et les interactions avec la nature au Canada.

La combinaison des conditions sociales et des conditions relatives au logement et à la région géographique peut avoir une incidence sur les comportements en matière d'environnement. Le fait d'examiner ensemble ces facteurs peut améliorer la compréhension des pratiques et des comportements des ménages en matière d'environnement. Fondée sur les données de l'Enquête sur les ménages et l'environnement de 2021, la présente étude examine les variations dans les pratiques des ménages en ce qui concerne le compostage des déchets de cuisine et l'élimination des déchets dangereux . L'étude présente des variations au chapitre de ces comportements selon les caractéristiques sociodémographiques, le logement, l'interaction avec la nature et les caractéristiques géographiques (indiquées dans les graphiques). Des analyses multivariées ont également été réalisées afin de mieux isoler les relations entre les comportements et les divers facteurs examinés (ces résultats sont présentés dans le texte, et les données complètes sont disponibles sur demande).

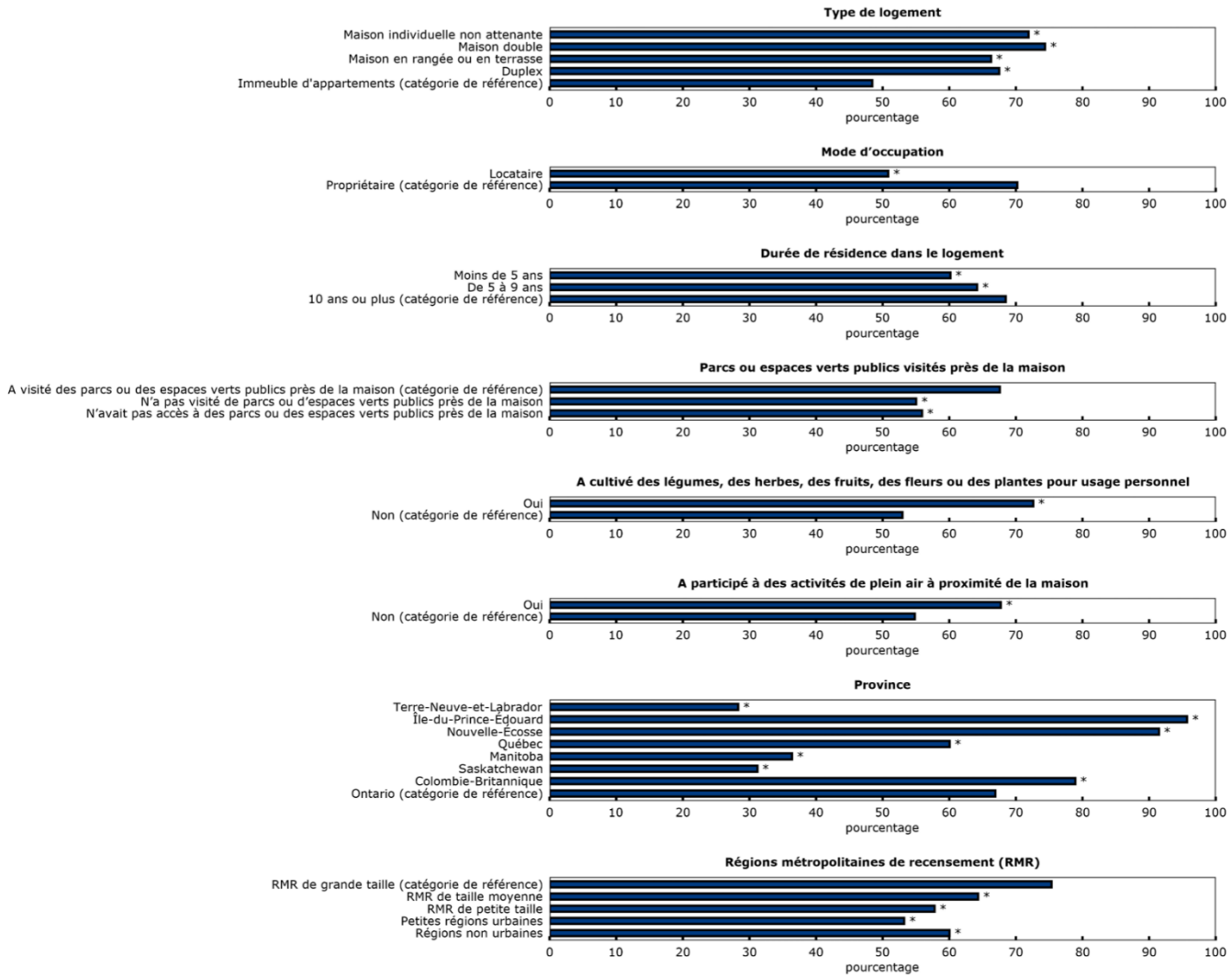
Les facteurs liés au logement et au contexte sont plus fortement associés aux pratiques de compostage des déchets de cuisine que les caractéristiques sociodémographiques

Dans l'ensemble, environ 65 % des ménages ont déclaré composter les déchets de cuisine. Contrairement aux recherches antérieures (p. ex. Mustapha, 2013), les différences liées au revenu et à l'éducation étaient limitées et incohérentes dans les modèles ajustés, ce qui laisse entendre que les facteurs liés au logement et au contexte peuvent jouer un rôle plus important que les seules caractéristiques sociodémographiques dans le compostage des déchets de cuisine.

Caractéristiques du logement

Les ménages vivant dans des appartements (49 %) avaient le taux de compostage le plus faible (voir le graphique 1), derrière les ménages vivant dans des maisons individuelles non attenantes (72 %), des maisons doubles (74 %), des maisons en rangée et en terrasse (66 %) et des duplex (68 %). Les différences (de 11 à 23 points de pourcentage) sont restées en grande partie les mêmes après avoir pris en compte d'autres caractéristiques.

Graphique 1
Participation au compostage des déchets de cuisine, selon les caractéristiques du ménage (au cours des 12 derniers mois)



* valeur considérablement différente de l'estimation pour la catégorie de référence (p<0,05)
1. « Près de la maison » signifie à moins de 10 minutes à pied ou en voiture.
Source : Statistique Canada, Enquête sur les ménages et l'environnement, 2021.

Les ménages qui habitaient dans la même résidence depuis moins de 10 ans (de 60 % à 64 %) étaient moins susceptibles de composter que ceux qui habitaient dans la même résidence depuis 10 ans ou plus (69 %). Cependant, la probabilité de composter chez les personnes qui habitaient leur résidence actuelle depuis 10 ans ou plus était supérieure de 2 points de pourcentage par rapport à celle des personnes qui habitaient dans leur résidence depuis une période plus courte, une fois tous les autres facteurs pris en compte. En ce qui concerne le mode d'occupation du logement, les ménages locataires étaient moins susceptibles de composter (51 %) comparativement aux ménages propriétaires (70 %). Cependant, une

fois que d'autres facteurs ont été pris en compte, l'écart a diminué; en fait, les ménages locataires étaient 4 points de pourcentage plus susceptibles de composter que les ménages propriétaires.

Interactions des ménages avec la nature

Les ménages qui interagissaient avec la nature et qui participaient à des activités de plein air et liées aux espaces verts étaient également plus susceptibles de composter. Les ménages qui ont déclaré ne pas résider près de parcs ou d'espaces verts publics, de même que ceux qui avaient accès à ces espaces, mais qui ne les visitaient pas, étaient moins susceptibles de composter (de 55 % à 56 %) que ceux qui avaient accès à des parcs ou des espaces verts publics et qui les visitaient (68 %). Parallèlement, les ménages qui cultivaient des légumes, des herbes, des fruits, des fleurs ou des plantes pour un usage personnel ou qui avaient participé à des activités de plein air étaient plus susceptibles de composter (de 68 % à 73 %) que ceux qui ne participaient à aucune de ces activités (53 %). Cette tendance en matière de différences s'est maintenue après avoir pris en compte d'autres facteurs.

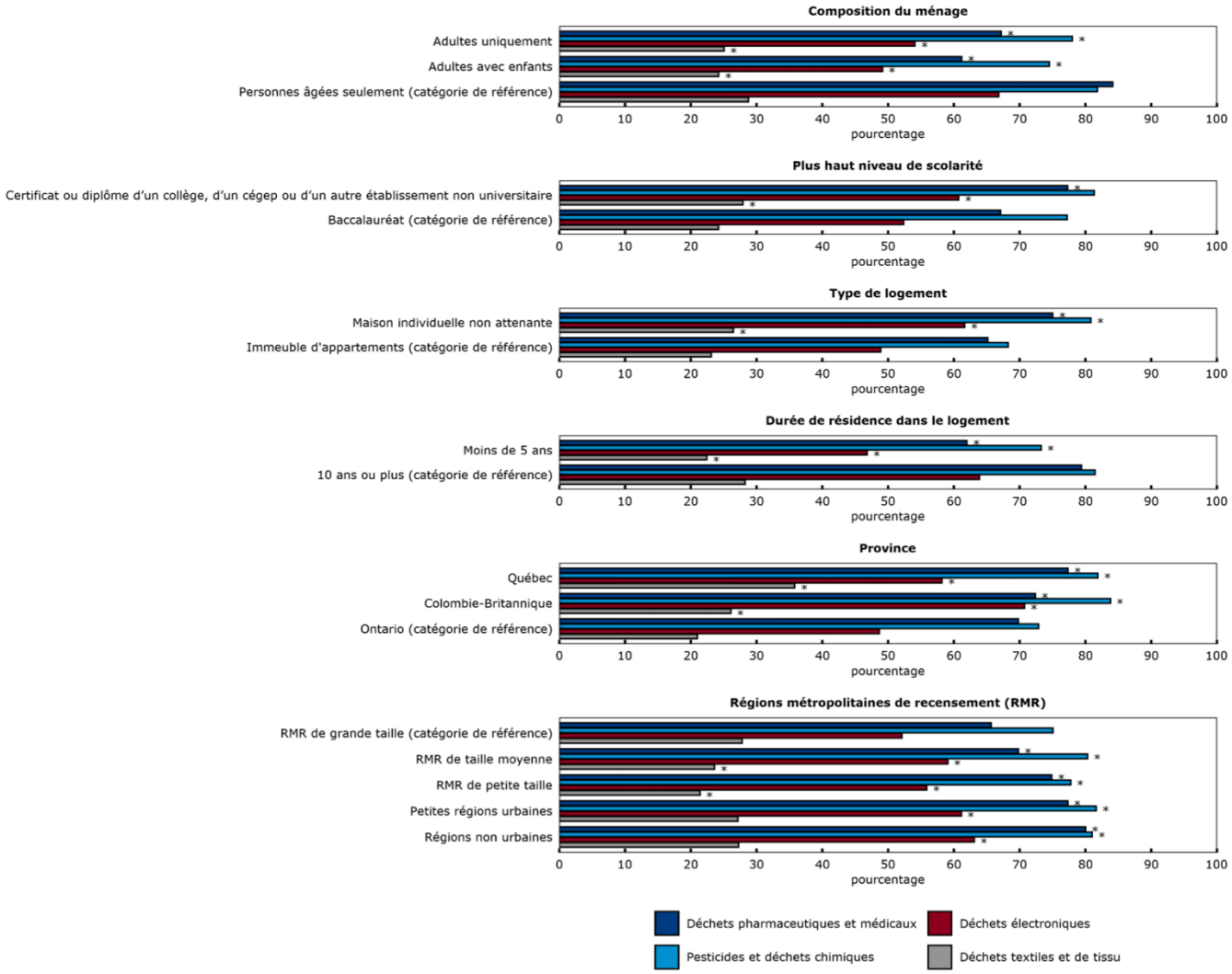
Variation géographique

Les taux de compostage étaient les plus élevés à l'Île-du-Prince-Édouard (96 %), en Nouvelle-Écosse (91 %) et en Colombie-Britannique (79 %). Comparativement à l'Ontario (67 %), une proportion plus faible de ménages à Terre-Neuve-et-Labrador, au Québec, au Manitoba et en Saskatchewan (de 28 % à 60 %) compostaient leurs déchets de cuisine. Comparativement aux ménages situés dans les grandes régions métropolitaines de recensement (RMR) (75 %), les ménages de toutes les autres zones de population ont déclaré des taux de compostage plus faibles, allant de 53 % à 64 %. Les modèles ajustés ont montré une tendance semblable en matière de différences géographiques.

L'élimination contrôlée des déchets dangereux est associée à certaines caractéristiques sociodémographiques et certaines caractéristiques du logement et de la région géographique

Environ 80 % des ménages ont dû éliminer des déchets dangereux au cours des 12 derniers mois (43 % avaient des déchets pharmaceutiques ou médicaux; 38 % avaient des pesticides, des déchets chimiques ou des déchets électroniques; et 59 % avaient des déchets textiles ou de tissu; données non présentées). Bien que 3 ménages sur 4 aient éliminé ces déchets de manière contrôlée, l'utilisation de méthodes d'élimination contrôlée variait selon les groupes (voir le graphique 2).

Graphique 2
Participation aux pratiques et aux comportements d'élimination contrôlée des déchets dangereux, selon le type de déchet et les caractéristiques du ménage (au cours des 12 derniers mois)



* valeur significativement différente de l'estimation pour la catégorie de référence ($p < 0,05$)
Notes: L'élimination contrôlée comprenait le retour des articles à un fournisseur ou à un détaillant, ou le fait de les emporter ou de les envoyer à un dépôt ou à un centre de récupération. Pour les objets médicaux tranchants, d'autres méthodes contrôlées ont été incluses (p. ex. l'utilisation d'un programme d'élimination des objets médicaux tranchants ou le retour des articles à une pharmacie ou à un médecin) On a demandé aux ménages s'ils avaient dû se débarrasser de matériaux dangereux indésirables au cours des 12 derniers mois, y compris (a) des déchets pharmaceutiques et médicaux (y compris les objets médicaux tranchants et les médicaments), (b) des pesticides et des déchets chimiques (y compris de la peinture, des solvants, de l'huile à moteur et de l'antigel), (c) des déchets électroniques (p. ex. ordinateurs, ordinateurs portables, imprimantes, téléviseurs, équipement audiovisuel, consoles de jeux vidéo, téléphones cellulaires et fours à micro-ondes), et (d) des déchets textiles et de tissu (y compris les matelas).
Source: Statistique Canada, Enquête sur les ménages et l'environnement, 2021.

Caractéristiques sociodémographiques

Les ménages composés uniquement d'adultes[1] et ceux composés d'adultes avec des enfants étaient moins susceptibles d'éliminer les déchets dangereux de manière contrôlée (de 61 % à 67 % pour les déchets pharmaceutiques et médicaux, de 75 % à 78 % pour les pesticides et déchets chimiques, de 49 % à 54 % pour les déchets électroniques, et de 24 % à 25 % pour les déchets textiles et de tissu) comparativement aux ménages composés uniquement de personnes âgées (84 %, 82 %, 67 % et 29 %, respectivement). Ces tendances se sont maintenues après avoir pris compte de toutes les autres caractéristiques.

1. Les adultes désignent les personnes âgées de 18 à 64 ans et les personnes âgées, celles qui ont 65 ans et plus.

Les ménages dont le plus haut niveau de scolarité atteint était un certificat ou un diplôme d'un collège, d'un cégep ou d'un autre établissement non universitaire étaient plus susceptibles d'éliminer les déchets électroniques de manière contrôlée (61 %) comparativement à ceux titulaires d'un baccalauréat (52 %), et ils affichaient une probabilité supérieure d'environ 8 points de pourcentage de faire appel à une méthode contrôlée lorsque tous les autres facteurs étaient pris en compte. Lorsqu'on tient compte d'autres facteurs, les titulaires d'un certificat ou d'un diplôme d'un collège, d'un cégep ou d'un autre établissement non universitaire étaient systématiquement plus susceptibles que les titulaires d'un baccalauréat d'éliminer les déchets dangereux de manière contrôlée.

Caractéristiques du logement

Les ménages vivant dans des logements individuels non attenants étaient plus susceptibles d'éliminer les déchets dangereux de manière contrôlée pour tous les types de déchets (de 27 % à 81 %) comparativement à ceux vivant dans des appartements (de 23 % à 68 %). Ces différences persistaient après avoir pris en compte d'autres covariables (sauf pour les déchets textiles et de tissu), les ménages vivant dans des logements individuels non attenants étant de 6 à 9 points de pourcentage plus susceptibles d'utiliser des méthodes d'élimination contrôlée comparativement à ceux vivant dans des appartements. Les ménages qui habitaient dans leur logement actuel depuis moins de 10 ans (y compris ceux qui y habitaient depuis moins de 5 ans et de 5 à 9 ans) étaient moins susceptibles de déclarer une élimination contrôlée pour tous les types de déchets dangereux (62 % pour les déchets pharmaceutiques et médicaux, 73 % pour les pesticides et déchets chimiques, 47 % pour les déchets électroniques, et 22 % pour les déchets textiles et de tissu) comparativement à ceux qui habitaient dans leur logement depuis 10 ans ou plus (79 %, 82 %, 64 % et 28 %, respectivement). Cependant, après avoir pris en compte d'autres facteurs, les différences subsistaient uniquement pour les ménages qui vivaient dans leur logement depuis moins de cinq ans.

Interaction des ménages avec la nature

Les ménages qui n'avaient pas accès à un parc ou un espace vert public près de chez eux et ceux qui y avaient accès, mais qui ne visitaient pas ces espaces étaient moins susceptibles de déclarer une élimination contrôlée des pesticides et des déchets chimiques (de 71 % à 76 %) comparativement à ceux qui avaient visité un parc ou un espace vert public près de chez eux (80 %, non montré dans le graphique). Les modèles ajustés ont indiqué une tendance semblable en matière de différences pour l'élimination contrôlée des pesticides et des déchets chimiques.

Variation géographique

Dans les provinces les plus peuplées, les ménages en Colombie-Britannique et au Québec étaient plus susceptibles d'utiliser des méthodes d'élimination contrôlée (de 82 % à 84 % pour les pesticides et les déchets chimiques, de 58 % à 71 % pour les déchets électroniques et de 26 % à 36 % pour les déchets textiles et de tissu) comparativement à l'Ontario (73 %, 49 % et 21 %, respectivement). Les ménages situés en dehors des RMR de grande taille étaient plus susceptibles d'utiliser des méthodes d'élimination contrôlée pour les produits pharmaceutiques et les déchets médicaux (de 70 % à 80 %), les pesticides et les déchets chimiques (de 80 % à 82 %, sauf pour les RMR de petite taille) ainsi que les déchets électroniques (de 56 % à 63 %), comparativement aux ménages situés dans des RMR de grande taille (66 %, 75 % et 52 %, respectivement).

Conclusion

En examinant conjointement les caractéristiques sociodémographiques et géographiques ainsi que les caractéristiques relatives au logement et à l'interaction avec la nature, cette étude montre que les pratiques et les comportements en matière d'environnement des ménages sont associés à des facteurs individuels et contextuels. L'étude montre également que les conditions résidentielles et géographiques jouent un rôle particulièrement important. En outre, les résultats démontrent que différents facteurs façonnent les pratiques et les comportements en matière d'environnement. Le compostage des déchets de cuisine était le plus fortement associé au contexte résidentiel, et il comprenait des variations selon le type de logement, la durée de résidence dans le logement, la région géographique et l'interaction avec la nature. Une variation dans l'élimination contrôlée des déchets dangereux a été observée chez certains groupes, en particulier les ménages composés uniquement d'adultes et d'adultes avec des enfants, ceux vivant dans des logements individuels non attenants et ceux qui habitaient dans leur logement depuis moins de cinq ans.

Auteurs

Allison Leanage travaille à la Division de l'analyse et de la modélisation de la santé, Samuel MacIsaac et Max Stick travaillent à la Division de l'analyse et de la modélisation économiques et sociales, et Gordon Dewis travaille à la Division des comptes et de la statistique de l'environnement de Statistique Canada.

Remerciements

La présente étude a été financée grâce à l'Initiative de projets d'analyse de Statistique Canada. Les auteurs tiennent à remercier les réviseures Tanya Christidis et Rubab Arim de Statistique Canada ainsi qu'Elizabeth Baxter, Rana Salem et Susan Fraser d'Environnement et Changement climatique Canada pour les commentaires qu'elles ont fournis concernant une version antérieure du présent article.

Annexes

Les annexes sont disponibles sur demande.

Références

Canuel, M., B. Abdous, D. Bélanger et P. Gosselin. (2014). Development of composite indices to measure the adoption of pro-environmental behaviours across Canadian provinces. *PLOS One,* vol. 9, nº 7, e101569. https://doi.org/10.1371/journal.pone.0101569.

Gouvernement du Canada. (2023). *Le Canada et les objectifs de développement durable.* https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/programme-2030.html.

Huddart-Kennedy, E., T. M. Beckley, B. L. McFarlane et S. Nadeau. (2009). Rural-urban differences in environmental concern in Canada. *Rural Sociology,* vol. 74, nº 3, p. 309 à 329. https://doi.org/10.1526/003601109789037268.

Mustapha, I. (2013). *Compostage par les ménages au Canada* (produit no 16-002-X au catalogue de Statistique Canada). EnviroStats. https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/16-002-x/2013001/article/11848-fra.htm.

Organisation des Nations Unies. (s.d.). *Les 17 objectifs.* https://sdgs.un.org/fr/goals.